

# LA « DEUXIÈME INDÉPENDANCE » DE LA GUINÉE

de Alain

JEUDI 5 AVRIL 1984

Depuis la prise du pouvoir par un groupe de jeunes officiers, mardi matin, les langues se délient.  
Un seul jour a suffi pour balayer le parti-Etat de feu Sékou Touré

Tous les membres du gouvernement de l'ancien président guinéen, Sékou Touré, ont été arrêtés à la suite du coup d'Etat militaire de mardi et, selon des informations non encore confirmées, le premier ministre, Lansana Beavogui, se serait réfugié à l'ambassade de Chine.

Selon toutes les informations recueillies à Conakry, par l'envoyé spécial de l'AFP, il n'y a pas eu d'effusion de sang.

En outre, au moins deux cent cinquante prisonniers du célèbre camp Boiro, proche de la capitale, ont retrouvé la liberté mardi après le coup d'Etat.

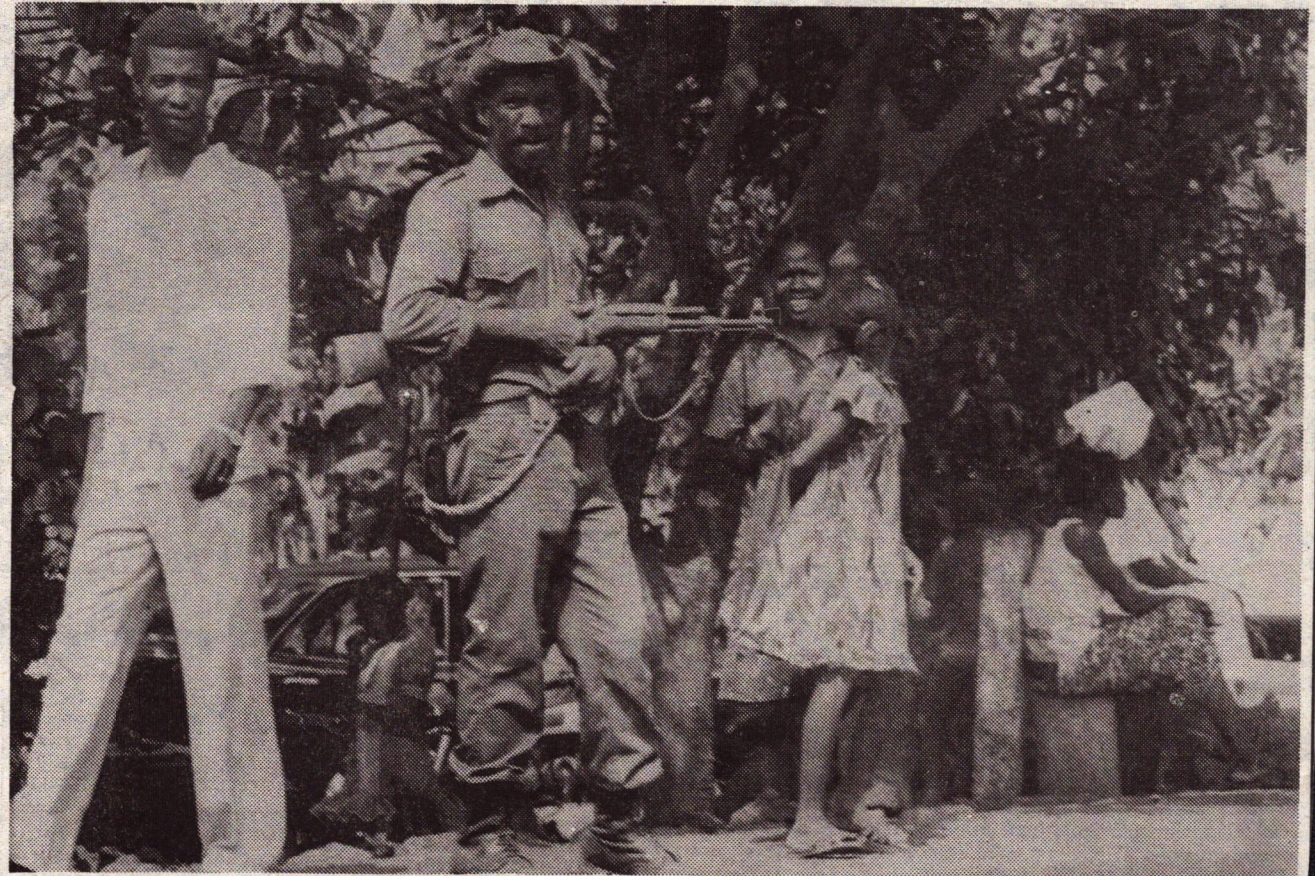
De l'envoyé spécial de RFI en Guinée

« **N**OUS vivons notre deuxième indépendance. Pendant vingt-six ans, nous avons subi la dictature et la misère. Nous sommes en retard par rapport à tout le monde, maintenant, nous allons être libres et heureux. » Les langues se délient en Guinée depuis la prise du pouvoir par un comité militaire de redressement national. Dans les bureaux, les marchés, la rue, les Guinéens commentent la fin du régime Sékou Touré. La semaine dernière, ils ne pouvaient pas le faire tant l'ombre du sinistre camp Boiro planait sur la liberté. Un seul jour a suffi pour balayer le parti-Etat, le parti démocratique guinéen, qui depuis 1958 gouvernait la vie de tout un peuple, de sa naissance à sa mort.

Dans la nuit de dimanche à lundi, vers 4 heures du matin,

selon des voyageurs venus de l'aéroport, les forces armées guinéennes ont pris le contrôle de la situation. L'action était rapidement menée, et dès 7 heures, la radio guinéenne, qui avait perdu entretemps le titre de « Voix de la révolution », annonçait qu'un comité militaire de redressement national avait pris le pouvoir.

Composé de dix-huit membres, représentant les différents secteurs de l'armée et des forces paramilitaires (douanes, gendarmerie, milice), il a à sa tête un lieutenant-colonel de trente-neuf ans, Lansana Conté, de l'armée de terre, commandant du camp Alfayaya situé près de l'aéroport. Intelligent, dynamique, il n'a pas beaucoup fait parler de lui sous l'ancien régime. Pour Sékou Touré, l'armée n'était qu'un instrument parmi



30 mars 1984 à Conakry, pendant les obsèques du président Sékou Touré

AFP

d'autres et il se fiait davantage à la milice. Les autres membres du CMRN sont encore moins connus. Le nouveau pouvoir en Guinée apparaît comme un rassemblement de

jeunes officiers, neuf capitaines, cinq commandants, deux colonels, un lieutenant et un adjudant-chef.

Aucun ne s'est jamais mêlé de politique, ils n'étaient pas

au comité central du parti démocratique de Guinée. Le CMRN, composé en majorité de Soussous et de Peuhls, alors que le clan Touré appartenait à l'ethnie malinké, ne qualifie pas son action de « coup d'Etat militaire », mais d'intervention « sous la pression populaire et pour éviter un soulèvement ». Une de ses premières mesures a été de libérer les prisonniers politiques. La télévision guinéenne a montré deux camions de détenus, certains dans un triste état physique et parmi eux un ancien dirigeant, Abraham Kabassan Keita, qui fut ministre des PTT, des Mines et de la Géologie. Selon cet ex-dirigeant emprisonné en mars 1982, « il mourait chaque jour au moins deux personnes au camp Boiro, l'Auschwitz guinéen ».

Le nouveau pouvoir guinéen dans une déclaration d'intention a garanti que personne « ne serait plus inquiété pour ses idées ». Désormais, les droits de l'homme seront respectés en Guinée. Pour restaurer une économie délabrée — la Guinée a une dette extérieure de 1 milliard de dollars, sa monnaie (le Syli) est faible, les biens de consommation sont rares —, une réforme des structures est promise. Les lourdes sociétés d'Etat pourraient être rapidement remises en question au profit de la libre entreprise, le nouveau créneau à Conakry. Les Guinéens sont avertis qu'il leur faudra travailler dur pour rattraper vingt-six ans de retard. Mais la population espère que la situation économique va évoluer très vite, que les marchés et les magasins vont se remplir, que les salaires vont augmenter. Elle voit déjà la

Guinée dans la zone franc accrochée au CFA.

Preuve de cet optimisme populaire, la monnaie nationale a subi une hausse vertigineuse au marché noir. Pour 1 dollar, on n'obtient plus, selon certains, que 70 sylis contre 260 auparavant. Les étudiants espèrent également une révolution dans l'éducation. Certains réclament une priorité pour la langue française et un retour massif de l'assistance technique. La « République populaire et révolutionnaire » de Guinée n'aura pas survécu longtemps à son chef. On ne parle plus que de « république ». Sékou Touré n'est pas pour l'instant mis en cause par l'équipe au pouvoir qui rend hommage à sa politique étrangère et à sa légende. La population reste prudente sur Sékou Touré. Tous les crimes, toutes les erreurs, sont mis sur le dos du « clan Touré », de son entourage. L'ère des slogans révolutionnaires est terminée. Un seul mot est à l'ordre du jour : liberté.

Bernard Schoeffler